

OUVERTURE, DEMAIN, À BRUXELLES DU SOMMET UNION EUROPÉENNE-RUSSIE

Moscou ne croit pas aux larmes

Moscou détient sur Bruxelles trois hypothèques, l'argent, l'énergie, les armes. C'est tout écrire.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari.

Il y aura, d'un côté de la table, tout le staff décisionnel européen.

Barroso, le président de la Commission, Van Rompuy, Belge de son état et président de l'Union européenne.

Toutes les commissions de l'UE-l'exécutif des 27. En définitive, des banquiers, des experts ès gaz et pétrole, des économistes, des connaisseurs de la chose à l'ex-pays des Soviétiques.

A l'autre bout, les Russes, pas aussi nombreux, néanmoins, aussi compétents et aussi bon négociateurs que ceux de l'Ouest. Moscou, contrairement aux apparences et aux quelques exercices de musculation de certains leaders européens, affirmant qui leur «désappointement», qui leur «incompréhension» et qui leur «désarroi» par rapport aux fraîches et controversées législatives au pays de Dostoevski, de Gogol et de Lénine, est en position de force dans ce face-à-



J. M. Barroso, président de la Commission européenne.

face bruxellois. La Russie tient l'Europe à la gorge. Désargentée, dépendante de Moscou pour l'essentiel de son énergie et pas très rassurée sur l'attitude américaine concernant

la Russie (les Européens soupçonnent Washington de privilégier un rapprochement stratégique avec l'ours de l'Oural à leur détriment), Bruxelles subit, c'est certain, le rouleau com-

presseur venant du froid, de l'extrême... Le duo Medvedev-Poutine ou vice-versa a déjà gagné deux grandes batailles sur l'Ouest, sur le Vieux-Continent. La Géorgie subit, sans coup férir, la «Pax Russie», et sur l'Ukraine, Bruxelles et Moscou disent la même chose.

Quel retournement de situation !

Pour le reste, circulez, il n'y a rien à voir. Pas de printemps en Russie, Poutine sera bel et bien le futur président du pays et Bruxelles se le tiendra pour dit. On ne se comporte pas avec la Russie comme avec ces cancreaux d'Arabes, ces «hommes à rien» libyens et syriens. Moscou détient sur Bruxelles trois hypothèques. L'argent, l'énergie et les armes.

C'est tout dire. Le sommet peut s'ouvrir... **A. M.**

KOWEÏT Procès d'une trentaine d'apatrides impliqués dans des manifestations

Un tribunal koweïtien a commencé lundi à juger 31 apatrides, qui ont manifesté au début de l'année pour réclamer la nationalité, pour rassemblement non autorisé et violences contre la police.

Vingt-six de ces apatrides étaient présents devant la cour lors de l'audience à laquelle assistaient des défenseurs des droits de l'homme et des militants défendant ces apatrides appelés «Bidouns» au Koweït.

Le procès de trois autres apatrides doit s'ouvrir mercredi. Un autre groupe de 16 personnes sera jugé à partir du 18 décembre.

Celles-ci ont été arrêtées après les protestations de février dernier qui ont connu des heurts avec les forces de la police.

L'un des avocats, Mubarak al-Shemmari, a indiqué que les prévenus risquaient des peines de trois à cinq ans de prison, en dénonçant le «caractère politique» de ces procès.

Des Bidouns ont protesté pour réclamer leurs droits à la nationalité, mais leurs manifestations ont été réprimées par la police.

Après les manifestations, le gouvernement a promis de nouveaux avantages, dont des actes de naissance et de mariage, des attestations de décès, la gratuité des soins et un meilleur accès à l'emploi.

Estimés à 100 000 personnes, les apatrides revendiquent la citoyenneté koweïtienne mais le gouvernement considère qu'ils cachent ou ont détruit leurs documents d'identité prouvant qu'ils portent d'autres nationalités. Ils ne bénéficient d'aucun droit et n'ont pas accès aux services publics, comme l'éducation et la santé, auxquels les Koweïtiens bénéficient gratuitement.

Les islamistes, force montante au Yémen

Sous la bannière du parti Al-Islah, les islamistes se préparent à un rôle prépondérant dans le Yémen de l'après Ali Abdallah Saleh tout en affirmant ne pas chercher à «islamiser» la société.

Principal parti d'opposition, Al-Islah (la réforme), à forte composante tribale, regroupe sous sa bannière les Frères musulmans et des salafistes, qui se font concurrence dans d'autres pays touchés par le «Printemps arabe».

Parmi ses membres se côtoient Tawakkol Karman, co-lauréate du prix Nobel de la paix 2011, cheikh Abdel Majid Zendani, soupçonné par Washington de soutenir le terrorisme, ou l'influent homme d'affaires et chef tribal, cheikh Hamid al-Ahmar.

«Notre parti n'adopte pas le slogan «l'islam est la solution», car la question de l'islam et de l'Etat ne pose pas de problème au Yémen, un pays musulman et homogène», explique à l'AFP Mohamed Qahtan, chef du département politique d'Al-Islah.

«Nos priorités sont la lutte contre la pauvreté, la stabilité et l'édification d'un Etat» au Yémen, un des pays arabes les plus pauvres.

Le parti est issu de la branche yéménite des Frères musulmans, fondée en 1968 par des étudiants de retour d'Egypte.

Créé en 1990, Al-Islah était un fervent défenseur du chef de l'Etat, au pouvoir depuis 33 ans, avant de basculer dans l'opposition en 1995.

Son chef, l'influent dignitaire tribal cheikh Abdallah al-Ahmar, était le président du Parlement, et les tribus qui y sont affiliées avaient participé aux côtés des troupes gouvernementales à la guerre contre les sécessionnistes sudistes en 1994.

Ses partisans contrôlent des postes sensibles dans l'administration, notamment le secteur de l'éducation et les institutions militaires.

Al-Islah a joué un rôle de premier plan dans le soulèvement contre le président Saleh, qui a abouti à la signature par ce dernier le 23 novembre d'un accord pour la transition pacifique. «Al-Islah sera la principale force» dans le Yémen de l'après Ali Abdallah Saleh, estime l'analyste Farès al-Saqqaf, directeur du centre des études pour l'avenir à Sanaa.

Selon lui, le parti du président, le Congrès populaire général (CPG), «va perdre de l'influence au profit d'Al-Islah, qui va accéder au pouvoir» à la faveur des élections législatives prévues dans l'accord de transfert du pouvoir.

Al-Islah fait partie du gouvernement d'entente nationale qui a pris ses fonctions samedi pour gérer la transition au Yémen où l'armée est divisée, Al-Qaïda bien

implantée et l'économie au bord de l'effondrement après plus de 10 mois de contestation contre le président Saleh. L'opposition et le CPG se partagent à égalité les portefeuilles dans ce gouvernement.

Interrogé sur la lutte contre le terrorisme, dont le président Saleh s'était fait le champion pour gagner les faveurs de l'Occident, notamment des Etats-Unis, M. Qahtan a assuré que cette lutte «doit se poursuivre, mais sur la base d'un véritable partenariat et non comme le faisait Saleh, qui réclamait d'être payé pour agir».

Quant à la présence de salafistes au sein de son mouvement, il souligne que «nous sommes un parti ouvert, et la diversité des opinions est un phénomène sain».

Mais il assure qu'Al-Islah n'a pas l'intention de gouverner seul le Yémen, et ajoute que son alliance avec les autres partis de l'opposition parlementaire, avec lesquels il forme le «Forum commun», se poursuivra.

Ce Forum regroupe en particulier le Parti socialiste yéménite, qui était au pouvoir dans l'ex-Yémen du sud, ainsi que des partis nassériens et le parti al-Haq représentant la minorité zaïdite chiite.

De son côté, Mohamed al-Sabri, un dirigeant du parti nassérien, assure qu'il y a un accord avec Al-Islah «sur les priorités», ajoutant qu'une «alliance nationale est nécessaire face à l'énormité de la tâche qui nous attend».

Évasion de 12 détenus d'Al-Qaïda d'une prison d'Aden

Douze détenus, membres d'Al-Qaïda, se sont évadés de la prison centrale d'Aden, principale ville du sud du Yémen, a indiqué hier à l'AFP un responsable des services de sécurité.

Au total, 14 détenus se sont évadés de la prison située dans le quartier d'Al Mansoura en creusant un tunnel de six mètres de long, a précisé ce responsable qui a requis l'anonymat. «Douze détenus d'Al-Qaïda font partie des évadés», a-t-il précisé.

Certains des douze hommes avaient été arrêtés pour avoir

mené un hold-up contre une banque d'Aden en 2009 et d'autres pour avoir perpétré des assassinats d'officiers des services de sécurité dans la ville.

Parmi les personnes qui ont réussi à prendre la fuite figure Dhawdan Saleh, le principal accusé contre un attentat dirigé en 2010 contre le QG de la police politique à Aden qui avait fait

17 tués, selon la même source.

Ibrahim Wahid fait également partie des membres d'Al-Qaïda qui ont réussi à prendre la fuite. Il est le principal suspect dans l'assassinat d'un officier de la police politique dans le sud du Yémen.

Le 22 juin, une soixantaine de détenus liés à Al-Qaïda s'étaient évadés d'une prison de Moukalla, dans le sud-est du Yémen, après avoir attaqué leurs gardiens et tué l'un d'eux.

Cette évasion collective intervient alors que le réseau étend son influence dans le sud du Yémen, à la faveur de l'affaiblissement du pouvoir central.

Un gouvernement d'entente nationale a pris ses fonctions samedi pour gérer une difficile transition au Yémen où l'armée est divisée, Al-Qaïda bien implantée et l'économie au bord de l'effondrement après plus de 10 mois de contestation contre le président Ali Abdallah Saleh.